



PROJETS À FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

LE MINEDUB ÉVALUE L'IMPACT

La revue des projets à financements extérieurs du ministère de l'Éducation de Base a permis de scruter l'impact des ressources mises à disposition par des partenaires techniques et financiers. P4



La Lettre du CEFAN

GRATUIT

Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du Projet "Éducation à Voix Haute" / "Education Out Loud" - 1er Trimestre 2025



ACTIONS POUR L'ÉDUCATION

MOBILISATION TOUS AZIMUTS

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation, célébrée cette année sous le thème «Financer l'éducation en situation d'urgence», a été marquée au Cameroun par un grand déploiement de la Cameroon Education for All Network. De Bafoussam à Ngaoundéré, en passant par Bertoua et Yaoundé, la coalition d'organisations de la société civile en faveur de l'éducation s'est attelée, une fois encore, à porter le plaidoyer pour un financement plus accru du système éducatif du pays, afin d'offrir à tous les jeunes camerounais une éducation inclusive et de qualité. Un plaidoyer en direction du gouvernement et des autorités locales, qui est d'autant plus important que la situation dans ce secteur n'est pas des plus reluisantes. [Lire le Dossier de la Rédaction. PP 6-10](#)

RIGHT TO THE RIGHT EDUCATION

A COLLECTIVE RESPONSE IN THE NORTH WEST. P11



FINANCEMENT ADÉQUAT DE L'ÉDUCATION

OFFENSIVE DES SYNDICALISTES AU PARLEMENT. P5



Financement de l'éducation La croix et la bannière du gouvernement !



Par Josué Baloma,
Coordonnateur National du CEFAN

En cette année 2025, l'observation de la loi de finance montre que le gouvernement camerounais a réservé une enveloppe budgétaire de 313,6 milliards de FCFA pour le ministère de l'Éducation de Base (MIN-EDUB) et 584,2 milliards de FCFA pour le ministère des En-

seignements Secondaires (MIN-NESEC). Ces départements ministériels, qui représentent l'essentiel du système éducatif dans le pays, englobent donc à eux deux 897,8 milliards de FCFA. Calculée en mains, cela représente 12,26% des 7 317,7 milliards de FCFA du budget global. Et même si l'on

y ajoute les montants alloués aux deux autres ministères du secteur « Enseignement, formation et recherche », que sont l'Enseignement Supérieur (MINESUP) et la Recherche Scientifique et l'Innovation (MINRESI), l'on monte à 1 064 milliards de FCFA, soit 14,54% de l'ensemble.

La proportion peut paraître importante, au regard des projections budgétaires dans d'autres secteurs comme la production et le commerce, ou encore les affaires sociales. Il n'empêche que l'Etat est resté, une fois de plus (une fois de trop ?), dans la logique de ne pas financer suffisamment l'éducation au Cameroun. Pourtant, le pays a formellement pris des engagements dans ce sens. On ne rappellera jamais assez qu'en 2018, lors du Sommet du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), le pays avait pris l'engagement de porter à 18,5% les dépenses publiques de l'éducation et de la formation à l'horizon 2020. En 2021 à Londres, toujours lors d'un sommet du PME, il avait renouvelé cet engagement

en promettant de porter ces dépenses à 18,57% du budget dès 2023.

Un vœu pieux ? Certainement. Du moins, pour les organisations de la société civile, comme la Cameroon Education For All Network (CEFAN), dont le combat primordial est le financement suffisant du système éducatif camerounais. Les données officielles étayent en tout cas cette position de la société civile, puisqu'elles démontrent une dichotomie totale entre les engagements gouvernementaux et la réalité en matière de financement de l'éducation. L'enveloppe budgétaire prévue pour ce secteur est toujours resté loin des objectifs fixés au cours des cinq dernières années. Selon nos calculs, en 2021, elle représentait 15,34% du budget global ; et c'est l'année au cours de laquelle elle était la plus grosse. De 2022 à 2024, elle a respectivement été de 13,28%, puis 13,60% et 14,66%. Et cela ne s'est pas amélioré pour l'année en cours, comme nous l'avons démontré supra.

Cette insuffisance de financements engendre naturellement des défaillances structurelles du secteur édu-

catif camerounais. Mettant à mal l'ambition d'atteindre l'Objectif de Développement Durable n°4 (ODD 4), qui vise à garantir l'accès de tous les enfants, garçons et filles, à une éducation gratuite, équitable et de qualité, et qui aboutit à des résultats d'apprentissage pertinents. Il serait fastidieux de nommer toutes les conséquences de l'insuffisance de financements internes de l'éducation. Mais, comment ne pas citer, entre autres : le défaut d'infrastructures adéquates pour l'encadrement des jeunes enfants, les inégalités dans l'approche genre, la situation scolaire précaire de certaines catégories d'enfants, le déficit d'enseignants, et de manière globale l'incapacité à rendre l'école plus inclusive dans le pays.

Pis, la situation s'est aggravée au cours de la dernière décennie. En dehors de la Covid-19 qui a touché le monde entier en 2020, le Cameroun fait face à des crises internes qui plombent les efforts pour donner à des millions de jeunes camerounais une éducation de qualité. La situation sécuritaire dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Extrême-Nord, et dans une moindre mesure

l'Est, a décimé la carte scolaire, mis des centaines de milliers d'enfants hors des salles de classe, et déchiqueté le tissu scolaire dans ces régions. Résultat : les inégalités en termes d'enseignement se sont accentuées. C'est la raison pour laquelle la société civile ne peut pas rester les bras croisés, elle qui a toujours porté le plaidoyer afin qu'advienne au Cameroun une éducation où tous les enfants sont pris en compte et évoluent dans des conditions optimales d'apprentissage. Pour sa part, le CEFAN a une fois de plus pris le taureau par les cornes, à l'occasion de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE 2025), déroulée sous le thème « l'éducation en situation d'urgence ». Mobilisée sur les quatre coins du Cameroun, cette organisation non gouvernementale et ses partenaires sont une fois de plus montés au créneau pour un inversement de la situation. Car, qu'on l'admette ou pas, la réalité est implacable : l'Etat doit augmenter le financement intérieur de l'éducation ; l'Etat doit accroître le financement de l'éducation en situation de crise ; l'Etat doit renforcer la sécurité des élèves dans les zones en crise. Il y a va de l'avenir du Cameroun !

VERBATIM

Marie-Noëlle Pauline Edith Etobe,
PCA du CEFAN

« La participation du CEFAN dans les cadres de dialogue politique est de plus en plus remarquable »

La période 2024 aura constitué un moment durant lequel nous avons développé les capacités à gérer la croissance organisationnelle, malgré un environnement concurrentiel et de rareté de ressources. Le CEFAN, sur cette période, délivre des résultats conformes à ses interventions qui renvoient au suivi des politiques publiques de plaidoyer basé sur les évidences (recherche-action), à la délivrance des services d'éducation et à la participation aux espaces

de dialogue politique sur l'éducation (...) Aussi, la participation du CEFAN dans les cadres de dialogue politique et clusters comme le LEG est de plus en plus remarquable. Le passage remarquable d'une association à une ONG le 14 février 2024 illustre la belle dynamique du CEFAN et la reconnaissance gouvernementale.

(*) Extrait du discours à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation 2025.

LE FAIT

Au Cameroun, 25% des élèves n'atteignent pas le CM2

Au primaire, bien que l'accès à l'enseignement soit quasi universel, le problème épineux reste l'achèvement de ce cycle et le niveau d'acquisition des compétences dans les disciplines fondamentales, notamment la lecture et les mathématiques. Globalement, 4% d'enfants de 6 ans ne sont toujours pas scolarisés ; et seuls 3 enfants sur 4 (75%) qui entrent au primaire accèdent à la dernière année du cycle. Cet achève-

ment relativement faible s'explique par des problèmes d'efficacité interne du système éducatif camerounais. Et parmi les enfants qui achèvent le cycle primaire, une importante proportion n'acquiert pas les compétences requises en lecture et en mathématiques, quel que soit le sous-système d'enseignement considéré.

Source : Chiffres et indicateurs clés de l'éducation et de la formation au Cameroun, Institut National de la Statistique, 2023.



Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du
Projet «Éducation à Voix Haute»/ «Education Out Loud»

Directeur de publication
Marie Noëlle Pauline Edith ETOBE
Tél : 699 86 39 76

Rédacteur-en-chef :
Josué BALOMA

Rédacteur-en-chef adjoint
Alain NOAH AWANA

Conseillers à la rédaction
Olivier TANKEU

Rédaction
Josué BALOMA,
Alain NOAH AWANA,
Claude Charly FONKEM,
Thobie Emmanuel MBASSI,
ABASS MOHAMADOU,

Bienvenu SANGON AVOM,
Roger KAFFO FOKOU,
Julie Edith CHIMI,
Jeff NGAWÉ,
François NKEUMI

Relecture
Josué BALOMA,
Olivier TANKEU

Infographie
Aminy Concept

Imprimerie :
JV GRAAF

Tirage : 500

Distribution : CEFAN

PROJETS À FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

Le MINEDUB évalue l'impact

La revue des projets à financements extérieurs du ministère de l'Éducation de Base a permis de scruter l'impact des ressources mises à disposition pour des projets de construction d'infrastructures scolaires, le recrutement d'enseignants, la digitalisation, les cantines scolaires, la construction de latrines, ainsi que la prise en charge de certaines pathologies chez les élèves.

Par Alain Noah Awana

Présidée par le ministre de l'Éducation de Base, Laurent Serge Etoundi Ngoa, la revue conjointe des projets à financements extérieurs a eu lieu à Yaoundé, avec la participation de nombreux acteurs institutionnels, des partenaires au développement ainsi que des acteurs de la société civile.

Cette réunion avec différents acteurs du financement extérieur dans le sous-secteur de l'éducation de base a permis de faire le suivi des appuis financiers passés et en cours ; d'évaluer les résultats obtenus ; et de convenir d'une feuille de route consensuelle pour un suivi rigoureux de l'utilisation des ressources. L'atelier a également été l'occasion de promouvoir une meilleure coordination entre le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, et les autres parties prenantes pour garantir une gestion plus efficace et une plus grande transparence des fi-



nancements dans le secteur de l'éducation. En somme, il a été question d'optimiser l'impact des ressources mobilisées pour le développement local du système éducatif au Cameroun. « Il ne s'agit pas de l'argent donné gratuitement au Cameroun. En dehors du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) qui fait des donations, les autres bailleurs nous font du crédit. Cette revue est surtout orientée vers de nouvelles solutions pour mieux encadrer nos 6 millions d'élèves du primaire », a d'ailleurs précisé Pr Laurent Serge Etoundi Ngoa.

Des résultats, mais...

Au ministère de l'Éducation de Base, on se satisfait des résultats obtenus grâce à ces appuis techniques et financiers. Le gouvernement en veut pour preuve la distribution de plus de 7 millions de manuels scolaires par la Banque mondiale entre 2020 et 2023 ; la création de quatre chaires universitaires dans les domaines de l'éducation, de l'inclusion et des droits d'auteurs de 2022 à 2025 avec l'UNESCO ; la mise en place, depuis 2022, d'un programme de cantines scolaires à base de produits locaux avec le PAM ; ou encore la construction de 1 533

Le système éducatif camerounais reste en effet confronté à de nombreuses contraintes structurelles qui impactent négativement la qualité des enseignements donnés aux enfants. L'un des principaux défis étant l'insuffisance des financements de l'éducation par l'État du Cameroun qui, depuis plusieurs

années, n'arrive pas à réserver 20% de son budget annuel à ce secteur. Par ailleurs, l'offre en infrastructures est insuffisante, avec des zones où elles n'existent quasiment pas. Le pays est aussi confronté à l'insuffisance des ressources humaines, lesquelles sont inégalement réparties sur le territoire national.

PLANIFICATION, DIALOGUE ET SUIVI

Le programme EOL présenté par le CEFAN

Par Alain Noah Awana

Au cours de la revue conjointe des projets à financements extérieurs au ministère de l'Éducation de Base, la Cameroon Education For All Network a présenté le programme « Education Out Loud » (Education à Voix Haute), qui est géré au plan international par l'ONG Oxfam Danemark, et financé par le Partenariat Mondial pour l'éducation (PME). Selon les explications d'Olivier Tankeu, Chargé des programmes au CEFAN, Education Out Loud (EOL) vise à soutenir l'engagement de la société civile dans la planification, le dialogue et le suivi du secteur de l'éducation, le renforcement de la transparence, l'obligation des gouvernements à rendre des comptes en matière d'é-

ducation, et la création d'un environnement plus solide pour le plaidoyer de la société civile aux niveaux national et international. Il appuie donc le renforcement de l'engagement de la coalition nationale des organisations de la société civile camerounaise dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de l'éducation inclusive et sensible au genre. Entré dans sa troisième phase au Cameroun, le programme EOL porte le plaidoyer du CEFAN qui est articulé autour de trois principaux axes. Le premier est l'effectivité de la gratuité de l'éducation de base au Cameroun, notamment en supprimant les frais exigibles d'un montant de 7 500 FCFA au préscolaire. Le deuxième

respecte ses engagements pris à Dakar et à Londres, en augmentant le budget de l'éducation pour le situer à au moins 20% du budget global ; ou en injectant au moins 6% du PIB dans le secteur de l'éducation. Enfin, il s'agit de renforcer la résilience du système éducatif camerounais par la planification sensible aux crises. Ce qui passerait par une plus grande prise en compte de l'éducation en situation d'urgence (ESU) dans le Document de stratégie du secteur de l'éducation et de la formation (DSSEF). A ce jour, la mise en œuvre du programme EOL a engrangé des résultats probants : non seulement le gouvernement écoute davantage les plaidoyers de la société civile, mais il implique beaucoup plus celle-ci dans les différentes activités.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le MINDDEVEL valide son plan d'actions sur les données inclusives

Avec la participation des organisations de la société civile telles que le CEFAN, ce département ministériel a élaboré et adopté un programme dont la mise en œuvre va permettre une meilleure prise en compte des données inclusives dans le développement local au Cameroun.

Par Claude Charly FONKEM

C'est au cours d'un atelier, tenu à Mbalmayo les 20 et 21 mars 2025, que le ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) a validé un plan d'actions dont le but est d'améliorer la collecte et l'utilisation des données inclusives. Durant les travaux présidés par la représentante du Secrétaire général du MINDDEVEL, les participants se sont attelés à consolider et à valider ledit plan en intégrant les recommandations des parties prenantes. Outre cet aspect, il s'est agi, entre autres : de



présenter et de consolider le rapport d'analyse situationnelle sur l'état de production et d'utilisation des données inclusives pour le développement local inclusif ; de développer des stratégies de mise en œuvre effective du plan d'actions ; d'identifier les opportunités de collaboration avec les institutions, partenaires tech-

niques et financiers ; et de solliciter des contributions techniques, matérielles et financières pour l'implémentation du plan d'action. De manière plus précise, et avec l'aide de l'OSC Sightsavers, le consultant a présenté le projet de rapport de l'analyse situationnelle et le projet de plan d'actions sur les données

inclusives. Cette présentation a permis aux participants de découvrir le travail réalisé sur l'analyse de la situation actuelle du Cameroun en matière de collecte, de traitement et d'utilisation de données inclusives. C'est sur la base de cette analyse et d'une revue documentaire des plans d'action d'autres pays africains membres de la Charte de données inclusives (CDI), que le plan d'actions destiné au MINDDEVEL a été proposé.

Peaufinage des documents

Les travaux de groupes ont quant à eux abouti au peaufinage des documents. C'est

ainsi que, s'agissant du plan d'actions, il a été proposé de faire du handicap un critère préalable à la définition des échantillons élaborés lors des opérations de collecte de l'Institut National de la Statistique (INS). Ou encore de définir des indicateurs qui vont permettre de mesurer le degré d'atteinte des objectifs. C'est aussi au cours de ces échanges que des partenaires techniques et financiers ont exprimé leur volonté d'accompagner davantage le Cameroun dans cette démarche. C'est le cas du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui a marqué son engagement à soutenir

certaines axes spécifiques, tels que l'équipement des collectivités territoriales décentralisées (CTD) en matériels et en logiciels informatiques pour le traitement et l'archivage des données ; le développement d'un système d'information type pour les CTD afin de centraliser les données inclusives ; et l'organisation d'une table ronde des bailleurs. Il appartient désormais au MINDDEVEL, et à ses partenaires, de s'engager pleinement dans la mise en œuvre de ce plan d'actions pour une meilleure prise en compte des données inclusives dans le développement local au Cameroun.

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Appel pressant des syndicalistes aux parlementaires

Les syndicats camerounais affiliés à l'Internationale de l'Éducation ont rencontré les députés pour leur présenter l'impérieuse nécessité d'augmenter le budget de l'éducation au Cameroun, au regard de la situation catastrophique de l'école publique.

Thobie Emmanuel Mbassi, SG FECASE

La rencontre s'est déroulée le 17 juin à l'hôtel des députés. A travers trois communications portant sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation, ainsi que sur les recommandations du sommet sur la transformation de l'éducation et la problématique du livre scolaire au Cameroun, les syndicalistes ont présenté aux élus la situation catastrophique de l'école publique au Cameroun.

Les députés ont engagé le débat qui a manifesté leur intérêt pour les sujets portés par la campagne. A la fin des travaux, ils ont promis de veiller sur le pourcentage du budget affecté à l'éducation. S'agissant du livre scolaire, dont les changements n'obéiraient pas au cadre réglementaire, ils ont promis d'organiser une rencontre tripartite entre les syndicats, la commission nationale du livre scolaire et la commission éducation de l'Assemblée pour adresser la situation.

C'est depuis 2024 que les syndicats camerounais affiliés à l'Internationale de l'Éducation (IE) mènent une campagne pour le financement accru de l'éducation au Cameroun. Dans le cadre de la décennie des ODD, le Cameroun, comme tous les



Les deux dernières années, le budget du secteur de l'éducation n'a guère dépassé les 15%. Bien plus, il chute d'année en année depuis 2018. Ce sous-financement impacte sur la qualité de l'éducation. Les grèves à répétition de 2022 illustrent à suffisance le malaise qu'il y a dans le système

Budget insuffisant malgré les promesses

éducatif. Si l'on ajoute à ces mouvements d'humeur la pénurie des enseignants, l'accroissement quasi « métastatique » du secteur privé, la baisse de la qualité de l'éducation perceptible à travers la faiblesse des compétences en lecture et en calcul; 30,20% d'élèves savent lire en fin de scolarité dans le primaire, tandis que seulement 11,10% peuvent effectuer toutes les opérations attendues d'eux dans les exercices de mathématiques, selon le rapport PASEC 2019, on peut conclure que l'école publique est dans une situation inquiétante qui ne pouvait laisser les syndicats de l'éducation indifférents. Et pendant que l'école publique agonise, l'école privée affiche fière allure, dopant d'année en année ses effectifs et confisquant le hit-parade des résultats aux examens officiels. C'est donc ce contexte qui a motivé les syndicats de l'éducation à solliciter l'appui de l'IE pour mener un plaidoyer pour le financement adéquat de l'école publique. Après avoir rencontré les autres acteurs de la communauté éducative que sont les parents, les organisations de la société civile, c'était au tour des représentants du peuple de recevoir la visite des syndicats, eux qui votent justement le budget, le nerf de la guerre qui fait tant défaut à l'éducation.

SCOLARISATION DES JEUNES FILLES

Exhortations pour une amélioration dans l'Extrême-Nord

Des recommandations fortes ont été faites à l'issue d'une étude menée en 2024 sur les freins à l'accès, au maintien et à l'achèvement de la scolarité des filles dans plusieurs arrondissements de la région, dont Maroua 1, Hina, Kalfou et Yagoua.

Par Abass Mohamadou, Coordonnateur de Public Concern

Le 14 mai 2025, la salle de conférence du Pôle pour le Développement Local (PDL), sise au quartier Comice dans la ville de Maroua, a accueilli un atelier de restitution et de valorisation de l'étude sur la scolarisation des filles dans la région de l'Extrême-Nord. Organisé par Public Concern (PC) et Education For All (E4A), membres actifs du CEFAN, cet atelier a réuni près de 25 participants issus des administrations publiques, des collectivités territoriales décentralisées, des OSC locales, des leaders communautaires et des représentants des médias.

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du projet Education Out Loud et visait à partager les résultats d'une enquête approfondie menée en 2024. L'étude portait sur les freins à l'accès, au maintien et à l'achèvement de la scolarité des filles dans plusieurs arrondissements de la région, dont Maroua 1, Hina, Kalfou et Yagoua.

Constats alarmants et recommandations structurantes



Les constats sont alarmants : un taux de scolarisation des filles de seulement 51% contre 72% pour les garçons au primaire ; un taux d'abandon de 37% en fin de cycle primaire ; et un redoublement deux fois plus fréquent chez les filles.

Ces chiffres traduisent une réalité complexe, influencée par des facteurs culturels (mariages précoces, stéréotypes de genre), économiques (pauvreté, charges domestiques, les marchés locaux), infrastructurels (absence de latrines

séparées, écoles éloignées), mais aussi institutionnels et juridiques.

Face à cette situation, les participants ont formulé des recommandations structurantes. Il s'agit, entre autres, de la construction d'écoles de proximité avec des latrines séparées, du recrutement accru d'enseignants, de la sensibilisation communautaire contre les mariages précoces, et du relèvement de l'âge légal du mariage à 18 ans. Les participants ont aussi proposé l'intégration de ces recommandations dans les Plans Communaux de Développement (PCD), la mise en place de comités locaux de veille, et un plaidoyer renforcé pour des budgets communaux sensibles au genre, ainsi que l'effectivité de la gratuité de l'école primaire. L'atelier s'est déroulé par des échanges fructueux, dans un esprit de co-construction. Il a été salué comme une étape importante vers une éducation plus équitable dans la région. En clôturant les travaux, les équipes de Public Concern et d'E4A, ainsi que les participants, ont réaffirmé leur engagement à poursuivre le plaidoyer et à mobiliser les acteurs locaux pour la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude.

AFRIQUE CENTRALE

La transformation du système éducatif au centre des préoccupations

Les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) viennent de plancher sur le niveau d'appropriation et de domestication des engagements pris en vue de la transformation de leurs systèmes éducatifs et l'accélération des progrès vers les cibles de l'ODD 4.



Par Alain Noah Awana

Organisé sous l'égide de l'UNESCO, à Douala du 21 au 24 mai 2025, le Forum régional sur la transformation du système éducatif en Afrique centrale a connu la participation des cadres de ministères en charge de l'éducation, ainsi que des experts de la société civile. Présidée par le ministre camerounais de l'Éducation de Base, Pr Laurent Serge Etoundi Ngoa, la rencontre a donné l'occasion de faire le point sur le niveau d'appropriation et de domestication des engagements pris par les différents pays de la sous-région en vue de la transformation de leurs systèmes éducatifs et l'accélération des progrès vers les cibles de l'ODD 4, avec un accent particulier sur le rôle catalytique des enseignants. Plusieurs sessions et travaux de groupe ont meublé le forum. Il a surtout été question d'explorer le rôle catalyseur qu'occupe l'enseignant dans la transformation de l'éducation dans les pays concernés, tout en faisant des projections sur le nombre d'enseignants nécessaire à l'atteinte de l'ODD 4 par les pays d'Afrique centrale. Les participants ont aussi planché sur le cadre de référence des engagements internationaux pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) tenu à New-York il y a trois ans, ainsi que l'état des lieux de la mise en œuvre des recommandations dudit sommet. Une synthèse a par ailleurs été faite sur les forces et défis auxquels fait face la mise en œuvre des recommandations du TES.

Nouvelles orientations

Au sortir de ces assises, plusieurs points sont à retenir. Il s'agit d'abord de la mise en place d'un mécanisme régional de partage d'expériences, qui inclut un recueil de bonnes pratiques en matière de transformation éducative. Ensuite, les participants ont formulé des recommandations en direction des politiques publiques de l'éducation, et un engagement collectif a été pris par les différents pays en vue de sensibiliser les décideurs sur l'importance des enseignants comme catalyseurs de la transformation éducative. Le forum a aussi abouti à une collecte de solutions innovantes et adaptées afin d'inspirer d'autres initiatives nationales pour améliorer le recrutement, la formation initiale et continue, et la rétention des enseignants. Dans le même ordre d'idées, des projections quantitatives indicatives ont été élaborées pour chaque pays ou à l'échelle régionale, pour dénombrer les enseignants à recruter et/ou à former d'ici 2030. Enfin, une déclaration a été faite, et une feuille de route régionale a été proposée, pour l'accélération des progrès vers les cibles de l'ODD 4 avec un accent particulier sur le rôle catalytique des enseignants.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

Le CEFAN dévoile sa feuille de route avec Education Out Loud

La célébration de la 8e Journée internationale de l'éducation a été l'occasion pour l'ONG Cameroon Education For All Network de présenter ses activités programmatiques pour le compte de l'année 2025, dans le cadre de la troisième phase du projet « Education Out Loud ».

Par Alain Noah Awana

Pour l'édition 2025 de la Journée internationale de l'Éducation (JIE), l'Assemblée générale des Nations Unies a retenu comme thème « IA et éducation : préserver l'autonomie dans un monde automatisé ». La Cameroon Education For All Network (CEFAN) a pris le prétexte de cette célébration pour, une fois de plus, poser des réflexions profondes sur l'avenir de l'éducation dans le pays. La JIE 2025 s'est articulée au sein de cette coalition d'organisations de la société civile autour de certaines activités. Au-delà du thème de la JIE, la table-ronde organisée sur le thème de la journée a permis de soutenir les



plaidoyers du CEFAN. Lesquels portent principalement sur la gratuité du préscolaire et l'augmentation du budget de l'éducation au Cameroun. Les participants ont également discuté des questions liées à l'impact de l'intelligence artificielle sur le système éducatif, en scrutant les points positifs et négatifs. Durant cette JIE, il a surtout été question, pour le CEFAN, de

dérouler la feuille de route de ses groupes thématiques pour le compte de l'année 2025, et de présenter son plan opérationnel. Une phase importante qui aura permis aux organisations membres de la Coalition et autres parties prenantes de s'approprier davantage des activités à mettre en œuvre dans le cadre de la troisième phase du projet Education Out Loud (en français, Education A

Haute voix).

Six groupes thématiques

Il convient de souligner que, fort du succès des deux premières phases, le CEFAN a bénéficié du renouvellement de la confiance d'Oxfam Danemark, principal partenaire dans la mise en œuvre

de ce programme, dont la phase actuelle court sur la période 2024-2026. Ce projet s'intègre dans le programme dénommé « Plaidoyer et Responsabilité Sociale », en abrégé ASA, qui est déployé au niveau international par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME). Son objectif principal est de renforcer l'engagement de la société civile dans la planification, le dialogue et le suivi du secteur éducatif, tout en favorisant la transparence et la redevabilité des gouvernements en matière d'éducation. Il vise également à consolider un environnement propice au plaidoyer de la société civile aux

niveaux national et international. Au Cameroun, pour bien implémenter la mise en œuvre du programme, le CEFAN s'appuie sur six groupes thématiques, lesquels s'alignent sur les sept cibles de l'Objectif de développement durable n°4 (ODD 4). Lesdits groupes portent sur : l'éducation de qualité et la condition de l'enseignant ; l'éducation inclusive, genre et petite enfance ; l'éducation en situation d'urgence ; l'alphabétisation et l'éducation non formelle ; l'éducation à la citoyenneté et au développement durable ; et enfin, la gouvernance et le financement de l'éducation.

CEFAN - EOL A strong partnership

Source : Education Out Loud

The Cameroon Education For All Network, abbreviated to CEFAN, is the Cameroonian national coalition of civil society organizations in education. Since its creation in 2005, it has been active in a participatory dynamic to contribute to the improvement of educational policies in Cameroon through evidence-based advocacy (action research). From 2020 to 2021, the coalition was involved in the implementation of the first phase of the Operational Component 1 (OC1) of the Education Out Loud (EOL) project. During this first phase, CEFAN actively participated in the development of education policy documents in Cameroon, including the Document de Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation, horizon 2030 (DSSEF22-30). It is with the aim of maintaining this momentum and monitoring the implementation of the DSSEF22-30 in order to ensure the implementation of the three

main advocacy goals:

1. Free preschool,
 2. Increasing the education budget and
 3. Education in emergency situations (crisis)
- The aim is also to capitalize on its actions in order to increase its influence on Cameroonian educational policies. The title of the project for the coalition is: Project to strengthen the engagement of Cameroonian civil society in the planning, dialogue and monitoring of education policies. This project is justified by the fact that education is a universal right to be protected and, in a Cameroonian context where the problem of education is posed with acuteness with regard to the multiform crises which the country crosses, it is important that the civil society engages more to bring its contribution, with the effect of responding more effectively to the educational needs which arise. Overall, it is intended that by 2023, CEFAN will strengthen its participation in the planning and monitoring of edu-

cational policies in Cameroon, as well as its influence in policy dialogues in the education sector. To achieve this, CEFAN intends to develop its intervention around four strategic axes:

1. Inclusive education and schooling of marginalized and vulnerable groups such as indigenous minorities, young girls, internally displaced persons (IDPs) victims of the crises;
2. Capacity building of the coalition's member organizations in advocacy techniques and evidence gathering, in order to increase its presence in the policy dialogue on education in Cameroon
3. Institutional strengthening of the coalition in order to reinforce its strategic influence capacities, for an increased participation in the formal education policy processes in Cameroon and
4. Establishment and consolidation of learning collaboratives at the local, national and regional levels for an effective synergy of action.

EN BREF...

APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE

L'UNICEF étend les opportunités pour les jeunes élèves

L'organisme onusien a récemment conclu un partenariat avec IHS Cameroun en vue de soutenir l'initiative « Connect My School » de l'UNICEF. En conformité avec les objectifs de l'initiative qui vise à offrir des opportunités d'apprentissage numérique aux enfants et aux jeunes, l'accord signé prévoit la construction d'un e-container équipé de matériel informatique et alimenté à l'énergie solaire. L'infrastructure moderne est destinée à offrir des ressources et des opportunités d'apprentissage numérique aux enfants de la région du Sud-Ouest du Cameroun. En intégrant des matériaux recyclés, le projet promeut la durabilité et vise à réduire la fracture numérique en facilitant l'accès à une éducation de qualité. L'initiative va aussi organiser un bootcamp « Éducation-Technologie » pour sensibiliser les enfants et les jeunes au numérique. Il est également prévu une formation pour les enseignants du Lycée Bilingue de Sodiko à Douala, sur les meilleures pratiques en



pédagogie numérique ; question d'améliorer la qualité de l'enseignement et de créer un environnement d'apprentissage plus durable. L'initiative « Connect My School » illustre les efforts conjoints de l'UNICEF et d'IHS Cameroun pour garantir à chaque enfant un accès à une éducation de qualité grâce à des solutions innovantes.

ACTIONS POUR L'ÉDUCATION

Mobilisation tous azimuts

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation, célébrée cette année sous le thème « Financer l'éducation en situation d'urgence », a été marquée au Cameroun par un grand déploiement de la Cameroon Education for All Network. De Bafoussam à Ngaoundéré, en passant par Bertoua et Yaoundé, cette coalition de la société civile en faveur de l'éducation s'est attelée une fois encore, à porter le plaidoyer pour un financement plus accru du système éducatif du pays, afin d'offrir à tous les jeunes camerounais une éducation de qualité. Un plaidoyer en direction du gouvernement et des autorités locales, qui est d'autant plus important que la situation dans ce secteur n'est pas des plus reluisantes. Dans ce zoom, La Lettre du CEFAN revient sur les activités menées dans le cadre de la SMAE 2025 par ses différents pôles, tout en faisant un round up sur les réalités que connaît l'éducation au Cameroun, avec en prime un entretien exclusif de la Présidente du conseil d'administration du CEFAN. Dossier réalisé par la Rédaction.

YAOUNDÉ

Les conseillers municipaux enfants portent le plaidoyer

Lors des activités marquant la célébration de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation dans la capitale camerounaise, des conseillers municipaux enfants et leurs congénères enfants et jeunes ont envoyé des messages poignants aux autorités administratives et locales, dans le sens d'améliorer les politiques publiques mises en œuvre dans le secteur éducatif.

Par Alain Noah Awana

« Nous voulons que l'Etat augmente le financement de l'éducation en situation d'urgence ». C'est l'un des messages forts adressés par une centaine d'enfants à Yaoundé, à l'occasion de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE). Le 20 juin 2025, ils se sont retrouvés dans l'enceinte de l'école publique d'Etoug-Ebé, dans le 6^e arrondissement de la capitale camerounaise. Objectif principal : porter le plaidoyer en direction des pouvoirs publics et les autorités locales pour qu'enfin des décisions fortes soient prises en faveur d'une



éducation de qualité au Cameroun. Entre autres, les enfants demandent à l'Etat camerounais : de rendre totale-

ment gratuite l'école au préscolaire et au primaire ; de fournir suffisamment de tables-bancs dans les salles de classe, de l'eau potable

et des toilettes améliorées dans les écoles ; de protéger, nourrir et faciliter l'accès à une école de qualité aux enfants en difficultés

; de renforcer la sécurité des élèves dans les zones en crise, notamment dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord ; et même, d'augmenter les salaires des enseignants.

Prioriser l'éducation en situation d'urgence

En phase avec le thème de la SMAE 2025 qui était « Financer l'éducation en situation d'urgence » (ESU), les activités organisées à Yaoundé par la Cameroon Education For All Network (CEFAN), avec le soutien et la participation de la mairie de Yaoundé 6, ont donc permis à cette organisation de la société civile de revenir sur la situation du système éducatif camerounais et de continuer le plaidoyer. « Le point fort de cette année est l'appel à l'action pour

renforcer le financement de l'éducation en situation d'urgence tel que convenu lors du sommet des chefs d'Etat en septembre 2022, qui définit un programme de transformation de l'éducation », a indiqué Marie-Noëlle Pauline Edith Eto-be, Présidente du conseil d'administration du CEFAN. Dans son intervention, elle a énuméré les trois appels lancés par l'ONG : que l'Etat augmente le financement intérieur de l'éducation ; que l'Etat augmente le financement de l'éducation en situation d'urgence ; que l'Etat renforce la sécurité des élèves dans les zones de crises. Une insistance qui se justifie par le fait que, malgré les progrès réalisés ces dernières années, le gouvernement camerounais doit encore fournir des efforts.

RÉACTIONS

« Je suis fier du CEFAN qui prend à cœur les problèmes de nos enfants »

Pie Claude Nga Ngomo, 1er Adjoint au Maire de Yaoundé 6

J'ai éprouvé du plaisir à assister à cette activité qui concerne l'éducation de nos enfants. Vous savez bien qu'avec le Code général de la décentralisation, les collectivités territoriales décentralisées, dont les communes, ont la charge de l'éducation de base. Et chaque année, le maire de la commune d'arrondissement de Yaoundé

6, Jacques Yoki Onana, ne ménage aucun effort pour être à l'écoute des doléances qui viennent de l'inspection d'arrondissement de Yaoundé 6. Chaque année, nous sommes au cœur de tous ces problèmes. Et continuellement, nous faisons le plaidoyer pour diverses actions comme la construction des salles de classe, la remise des ta-

bles-bancs, la mise à disposition du paquet minimum, etc. Cette année, par exemple, l'école maternelle anglophone de Mvog-Betsi a reçu un financement pour réfectionner les salles de classe dont les toitures avaient sauté. Dans l'école où nous nous trouvons [Ecole maternelle publique d'Etoug-Ebé, Ndlr], la cour de récréation a été aménagée. Cela

fait partie des projets pour lesquels la commune d'arrondissement de Yaoundé 6 fait souvent des plaidoyers au niveau central. C'est pour cela que je suis vraiment très fier de cette ONG, le CEFAN, qui prend ainsi à cœur les problèmes de nos enfants. Je voudrais aussi dire que la commune d'arrondissement de Yaoundé 6 a près de 90% des enfants qui vien-

ent de certaines régions en crise, notamment du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Et le plaidoyer a été lancé depuis. C'est pour cela que vous constaterez que le nombre d'écoles publiques de la section anglophone a beaucoup augmenté dans notre arrondissement. Et le maire est régulièrement aux côtés de ces populations.

« Beaucoup est fait pour améliorer les conditions d'enseignement de nos enfants »

Sa Majesté Atangana, Chef Traditionnel de 3e Degré, Nkol-Bikok II

Dans cet arrondissement, nous sommes le Cameroun en miniature. Yaoundé 6 est constitué d'un agglomérat de ressortissants de toutes les contrées du Cameroun. Et chacun est chez lui à Yaoundé 6. Pour les personnes déplacées, nous les accueillons ici et nous les aidons à s'intégrer

dans la société. Nous les accompagnons dans leur entreprise de réinsertion sociale, notamment dans le système éducatif. Et je voudrais remercier le CEFAN pour tout ce que cette organisation fait dans le sens d'améliorer les conditions d'enseignement de nos enfants.

« Je souhaite que tous les enfants aient les mêmes chances »

Odile Naëlle Ngoni, Conseillère municipale enfant, Maire

Ce que je voudrais adresser aux autorités comme message en cette occasion de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation est que certains enfants fréquentent des écoles qui n'ont plus de toitures, le vent a emporté leurs toitures. D'autres enfants vont dans des

salles de classe qui n'ont pas de tables-bancs et s'assistent par terre. Alors que nous avons tout cela. Et je voudrais donc demander aux autorités qu'elles construisent tout cela dans les autres écoles afin que tous les enfants aient les mêmes chances.

Les autorités locales s'engagent pour la cause éducative

A l'occasion de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation, la Présidente du conseil d'administration de la Cameroon Education For All Network a conduit une délégation à Ngaoundéré dans la région de l'Adamaoua. Les membres de la coalition ont rencontré les autorités locales et les acteurs sociaux, avec à la clé des engagements fermes d'accompagner le CEFAN dans son plaidoyer pour une école de qualité dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Par Bienvenu Sangon Avom,
CR CEFAN Adamaoua

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE) en 2025 a été une période d'intenses activités menées par la Cameroon Education For All Network (CEFAN) à Ngaoundéré. Et c'est la Présidente du conseil d'administration de cette organisation non gouvernementale qui a personnellement dirigé les dites activités. Arrivée dans la capitale régionale de l'Adamaoua, la délégation conduite par Marie-Noëlle Pauline Edith Etoebe a multiplié les rencontres avec les autorités locales, dans le but de porter le plaidoyer afin que tous les enfants du Cameroun aient une éducation de qualité, notamment ceux des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Au bout du compte, l'on note la satisfaction de la PCA du CEFAN suite aux assurances données par les autorités locales. Il faut dire que le séjour à Ngaoundéré a été fructueux à plus d'un titre. Les autorités rencontrées ont assuré leur soutien institutionnel pour le plaidoyer du CEFAN dans l'Adamaoua, et plus globalement dans les régions du Septentrion. De même que les ONG et organ-



ismes rencontrés ont donné leur accord de principe à travailler avec le CEFAN pour poursuivre le plaidoyer.

Mobilisation

En outre, la forte mobilisation observée lors de l'atelier interrégional organisé avec succès et maestria dans le cadre de la SMAE 2025 et la participation interactive des parties prenantes a prouvé leur intérêt pour la question de l'éducation et pour la recherche des solutions locales adaptées. Surtout, les participants ont vive-

ment marqué leur adhésion et leur engagement au plaidoyer du CEFAN pour l'augmentation du financement local de l'école en situation d'urgence dans le Septentrion.

Rappelons que la mission du CEFAN dans le Septentrion, appuyée par la représentation de la coalition dans l'Adamaoua, a commencé le jour même de l'arrivée de la délégation à Ngaoundéré. Dans l'après-midi du 12 mai 2025, une rencontre a eu lieu avec le Secrétaire général des services du gouverneur de l'Adamaoua. Ce dernier a loué

la démarche du CEFAN qui a déroulé sa feuille de route non seulement pour la SMAE 2025, mais aussi pour les différentes activités à mener. Au nom de sa hiérarchie, le SG ses services du gouverneur a donné les assurances que les autorités vont accompagner le renforcement des solutions autour de l'éducation inclusive.

17 milliards injectés dans

l'Adamaoua

Reçu par la suite au conseil régional, la délégation du CEFAN a relevé les difficultés que vivent les enfants et les jeunes dans cette partie du pays dans leur éducation du fait des crises de Boko Haram et dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. En réponse, le Secrétaire général du conseil régional de l'Adamaoua a loué l'initiative avant de présenter les actions de son institution en faveur de l'éducation dans l'enseignement secondaire. Il en ressort que depuis le début de la mandature en cours, près de 17 milliards de FCFA ont été alloués au travers de l'institution pour la construction et l'équipement des salles de classe dans les établissements secondaires. Des mécanismes existent également pour agir en faveur du primaire.

En dehors de l'augmentation de l'offre scolaire, le CEFAN a relevé pour sa part la nécessité de prendre en compte les aspects inclusifs de l'éducation en faveur des élèves vivant avec des handicaps, ainsi que la formation des enseignants sur les normes de l'école en situation d'urgence, au

regard du contexte du Septentrion en général, et de la région de l'Adamaoua en particulier.

Les initiatives du CEFAN appréciées

Pour les autres rencontres, le CEFAN a échangé avec différents responsables d'institutions impliquées dans le système éducatif camerounais, en l'occurrence le délégué régional du ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB) pour l'Adamaoua, le chef d'antenne régional de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) de l'Adamaoua, le chef du service régional de l'insertion professionnelle des jeunes à la délégation régionale du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC), le délégué régional du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, et le chef service régional de la promotion de l'enfance à la délégation régionale du ministère des Affaires Sociales (MINAS). De tous les échanges, l'on retient que ces démembrés de l'administration publique camerounaise apprécient les initiatives prises par le CEFAN en faveur de l'école camerounaise.

ENTRETIEN

MARIE-NOËLLE PAULINE EDITH ETOBE

« **Le gouvernement doit davantage s'engager à respecter les conventions internationales** »

La Présidente du conseil d'administration du CEFAN dresse un bilan des activités liées à la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation qu'elle a personnellement conduites dans la partie septentrionale du Cameroun. Elle jette par ailleurs un regard désapprobateur sur le peu d'engouement des pouvoirs publics à adresser de manière efficace la problématique de l'éducation de qualité pour tous et du financement du secteur éducatif.

Propos recueillis par Alain
Noah Awana

Madame la Présidente du conseil d'administration du CEFAN, vous avez effectué une mission récente dans la région de l'Adamaoua. Pouvez-vous nous expliquer dans quel cadre rentrait cette mission et quels en étaient les objectifs ?

Ma mission dans la région de l'Adamaoua entrainait dans le cadre des activités de la célébration de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE) 2025, organisée par le CEFAN à travers ses coordinations régionales regroupées en trois pôles. Les objectifs de la mission étaient, dans un premier temps, de superviser les activités de la célébration de la SMAE 2025 dans le Pôle 1 : Adamaoua, Nord et Extrême-Nord, puis dans un second temps de contribuer à la réussite de ces activités et aussi, au rayonnement du CEFAN dans la région de l'Adamaoua et partant, des régions de l'Extrême-Nord et du Nord.

Quels sont les principaux constats que vous avez pu faire durant cette mission ?



Nous avons fait plusieurs constats. D'abord, il y a eu une forte mobilisation des autorités administratives, régionales, municipales et des acteurs locaux autour des activités de célébration de la SMAE 2025 dans l'Adamaoua et les régions de l'Extrême-Nord et du Nord. Ensuite, on a noté une forte implication et la participation des autorités administratives, régionales, municipales et des acteurs locaux aux rencontres de plaidoyer et à l'atelier interrégional de sensibilisation et de plaidoyer. On peut aussi parler de la forte adhé-

sion et du grand intérêt affiché des autorités administratives, régionales, municipales et des acteurs locaux au sujet du plaidoyer, au regard de la qualité des échanges et des contributions aux solutions par rapport à l'augmentation du financement de l'éducation en situation d'urgence (ESU) par les acteurs locaux du Septentrion. Dans le même sillage, il y a un engagement tous azimuts des acteurs locaux du Pôle 1 à soutenir le plaidoyer du CEFAN pour l'augmentation du financement de l'ESU.

ADAMAOUA Un atelier pour densifier l'action pour l'éducation

La SMAE 2025 a aussi été marquée par la tenue d'un atelier interrégional de sensibilisation des acteurs locaux sur l'éducation en situation d'urgence et de plaidoyer auprès des autorités pour l'augmentation du financement local de l'éducation en situation d'urgence dans le Septentrion. Représentant le gouverneur de la région de l'Adamaoua, Mohamadou Abbo, chef du service régional des affaires

économiques, sociales et culturelles a rappelé la disposition des autorités régionales à soutenir les actions en faveur de l'éducation en situation d'urgence. Modérées par Dr Kwakep, spécialiste de l'éducation numérique et digitale à l'Université de Ngaoundéré, plusieurs communications ont par la suite eu lieu. Elles ont présenté globalement la situation des réfugiés dans la région de l'Adamaoua, et celle indigente à l'Université

de Ngaoundéré des étudiants déplacés suite aux exactions de Boko Haram. Les travaux en ateliers et les débats ont permis à tous les participants de reconnaître la pertinence du sujet et de demander à toute la communauté des acteurs sociaux de se pencher sur le renforcement du financement de l'éducation des enfants déplacés internes dans les trois régions septentrionales.

Nous notons cependant que le soutien apporté jusqu'ici aux élèves et jeunes déplacés internes de la crise Boko Haram et de la crise anglophone reste insuffisant et mérite une réponse plus adaptée à la réalité actuelle. De même, l'identification et le recensement des élèves déplacés internes dans les trois régions du Grand Nord ne sont pas réalisés. Enfin, heureusement, il se développe dans ces trois régions une synergie entre les acteurs locaux pour adresser efficacement l'impact négatif des deux crises sur les élèves déplacés internes.

Peut-on dire, par rapport à sa feuille de route, que le CEFAN atteint ses objectifs dans l'Adamaoua et plus globalement dans les régions du Septentrion ?

Je suis confiante quant à l'atteinte des objectifs du CEFAN dans les trois régions septentrionales. Dans la mesure où les acteurs rencontrés, tant lors des descentes de

plaidoyer que lors de l'atelier interrégional, sont engagés à agir en synergie pour soutenir le plaidoyer et surtout, l'éducation en situation d'urgence en faveur des élèves et étudiants déplacés internes et les enseignants. Je suis d'autant plus confortée dans ma position, au regard du dynamisme et de la maturité que dégagent les trois coordinations régionales sur la conduite des actions de plaidoyer et le lobbying auprès des autorités locales et les administrations déconcentrées et décentralisées.

Nous avons aussi obtenu des accords de principe de collaboration de certaines autorités et sectorielles d'une part, et les demandes de partenariats formulées par d'autres acteurs.

Qu'est-ce qui empêche encore, selon vous, le Cameroun pour qu'il remplisse pleinement les exigences de l'ODD 4, notamment en ce qui concerne l'éducation en urgence et l'augmentation conséquente

du financement de l'éducation ?

C'est l'absence d'un engagement constant du gouvernement camerounais à respecter ses propres engagements ainsi que les conventions internationales ratifiées et le suivi de l'implémentation sur le terrain des dispositions de ces conventions en lien avec l'éducation inclusive et l'augmentation du financement réservé à l'éducation.

Par rapport à ces contraintes, quelle est la vision du CEFAN pour une meilleure prise en charge de la thématique de l'éducation en urgence au Cameroun ?

Par rapport à ces contraintes, la vision du CEFAN est la poursuite sans relâche du plaidoyer en s'appuyant sur les évidences mobilisées pour amener les décideurs à jouer pleinement leur rôle en faveur de l'amélioration de l'éducation pour tous au Cameroun à court et à moyen termes.

BAFOUSSAM

Les déplacés internes au cœur des préoccupations

Pour cette année, la Coordination régionale du CEFAN pour l'Ouest a conduit de nombreuses activités à l'occasion de la Semaine Mondiale d'Action pour l'éducation, en mettant l'accent sur les problèmes rencontrés par les enfants réfugiés internes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Par Roger KAFFO FOKOU, CR CEFAN Ouest

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Education (SMAE) 2025 organisée à Bafoussam par la Coordination régionale du CEFAN pour l'Ouest, avec l'appui financier et technique du Secrétariat National du CEFAN, s'est déroulée du 21 Mai 2025 au 08 Juin 2025. Placée sous le thème « Plaidoyer pour la budgétisation et l'augmentation du financement de l'éducation en situation d'urgence », elle a vu la participation des coordinations régionales sœurs du Littoral, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Trois types d'activités ont structuré l'événement tout au long des deux semaines occupées : descentes dans les établissements scolaires, crochet médiatique, et atelier de développement des compétences.

Les descentes dans les établissements scolaires se sont faites à Bafoussam sous la houlette du chargé du plaidoyer et de la communication du CE-

FAN Ouest, Valéry Touko (SNAES) en vue de réaliser une enquête préliminaire pour identifier les déplacés internes dans les lycées bilingues de Ngouache et de Toket II, avec le concours des conseillers d'orientation de la région. Ainsi, le mercredi 21 mai 2025, a eu lieu la campagne de sensibilisation sur le concept de l'éducation en situation d'urgence (ESU). Quelque 100 jeunes, 10 enseignants et 5 partenaires ont été imprégnés du concept en termes de définition, des difficultés rencontrées et des pistes de solution pour rendre la budgétisation des études des personnes en crise une réalité dans les plans directeurs de développements des communes et des régions. Cette activité a été ponctuée de quizz récompensés par des blocs-notes, les règles graduées, les bracelets floqués aux messages de la SMAE 2025.

Le crochet médiatique a eu lieu à la télévision « Tropical », jeudi 22 mai. Dr Albert Etienne Temkeng, Chargé régional des programmes, était accom-



pagné d'Olivier Tankeu, Chargé des programmes au CEFAN national. Ils se sont retrouvés face au journaliste à l'émission « Le grand soir ». Ce qui leur a permis d'éclairer la lanterne du public sur le concept « éducation en situation d'urgence », ainsi que sur la nécessité d'une systématisation de la budgétisation dans une société précaire susceptible d'être victime de catastrophes.

Le séminaire du vendredi 23 mai à l'hôtel Continental de Bafoussam a réuni l'équipe des facilitateurs face à des enseignants et des OSC de l'éducation autour de la thématique de l'ESU. Outre le mot de bienvenue du Coordinateur régional, Roger

Kaffo Fokou, trois présentations ont meublé cet atelier. Dans son exposé, Olivier Tankeu a rappelé l'historique, les objectifs et les réalisations du CEFAN, qui est une coalition des organisations de la société civile pour les questions d'éducation de qualité pour tous. L'on retient que c'est un acteur multi secteurs, devenu depuis 2024 organisation non gouvernementale reconnue par le gouvernement camerounais, et qui initie des plaidoyers après des recherches basées sur les évidences grâce aux partenaires comme ANCEFA, Oxfam Ibis, Friedrich Ebert, et bien d'autres, ainsi que des actions autres à l'instar des enquêtes, des célébrations

mémorielles à l'exemple de la SMAE.

La deuxième présentation a été faite par Guilaine Tchadiou sur l'éducation en situation d'urgence. A travers des images, et des questions-guides, la formatrice a présenté l'importance de l'ESU dans l'humanitaire en des points saillants tels que : sauver des vies en cultivant la santé mentale (l'espoir, la résilience), prévenir les futures vulnérabilités afin qu'elles deviennent des agents de changements pour leurs communautés, assurer un sentiment de normalité en promouvant la continuité de l'apprentissage et de l'espoir tenant compte des spécificités du genre et des vrais besoins.

Enfin, dans sa présentation, Dr Albert Etienne Temkeng a rappelé que l'ESU n'est pas suffisamment encadrée sur le plan juridique. Puis, il a abordé la problématique du financement et de la budgétisation, ayant rappelé que l'ESU arrive après une crise voire une catastrophe, qu'elle soit naturelle ou humaine. Selon lui, pour redonner es-

poir et sauver des vies, des financements multiformes doivent se mettre sur pied systématiquement et durablement, d'où la nécessité de bâtir des partenariats, multilatéraux avec des organisations telles que l'UNICEF, l'UNESCO, la Banque mondiale ou Oxfam, mais aussi des partenaires bilatéraux ou nationaux à travers des plans nationaux d'urgence, communaux ou régionaux.

L'atelier a donc permis de sensibiliser les nombreux acteurs que sont les OSC, les autorités, les médias, et l'opinion publique, sur la nécessité de promouvoir la budgétisation de l'ESU pour promouvoir une éducation de qualité accessible à tous et permettant au Cameroun d'atteindre son objectif sur le potentiel humain dans le cadre de la SND 30.

Le texte du plaidoyer, dûment signé par les participants à l'atelier, a été ensuite déposé contre accusés de réception auprès des autorités régionales et départementales du chef-lieu de la région de l'Ouest.

BERTOUA

Synergie d'actions pour une éducation pour tous

Le mercredi 5 juin 2025, le CEFAN a célébré la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education (SMAE) sur le thème « Plaidoyer pour la budgétisation et l'augmentation du financement de l'Education en Situation d'Urgence » dans la région de l'Est, plus précisément dans la commune de Mandjou.

Julie Edith Chimi, Présidente AIFCDD

Dans son mot introductif, la Présidente de l'AIFCDD, représentante personnelle du Coordinateur National du CEFAN, a tenu à rappeler l'objectif de cette session qui était de sensibiliser les décideurs et les communautés locales non seulement sur les engagements du gouvernement, mais aussi sur les droits des enfants vulnérables, déplacés internes et des réfugiés affectés par les crises et les conflits en matière d'éducation.

Les articulations de cette célébration ont été meublées par des quizz, des présentations des messages de sensibilisation et de plaidoyer par les élèves de l'école primaire publique de Mandjou, et par la suite une présentation de l'éducation en situation d'ur-

gence afin d'harmoniser la compréhension de tous les acteurs en éducation.

Une synergie d'actions entre les coordonnateurs régionaux du CEFAN pour le Centre, l'Est et le Sud a permis aux élèves et aux enseignants d'effectuer un plaidoyer en faveur d'une prise en charge scolaire adaptée, répondant aux besoins particuliers des enfants réfugiés et déplacés internes auprès des autorités administratives, éducatives, communales, traditionnelles, politique et communautaires. Il s'agissait aussi de sensibiliser les parents d'élèves et enseignants sur les droits des enfants déplacés internes et réfugiés ; de fournir des informations et conseils aux parents et enfants réfugiés ; et de mettre à disposition quelques stratégies et outils pour le soutien psychosocial des enseignants, des enfants



réfugiés et des déplacés internes.

Il faut noter que suite aux situations de conflit politique de la RCA, la région de l'Est du Cameroun a accueilli 332 000 réfugiés centrafricains ces dernières années, répartis dans 03 départements et plusieurs localités vulnérables. Les enfants réfugiés comme ceux des

communautés hôtes connaissent un certain nombre de besoins issus des difficultés et obstacles qu'offre l'environnement éducatif (les pesanteurs culturelles, le manque d'enseignants qualifiés, la langue d'enseignement, le traumatisme lié au conflit ; le manque de ressources didactiques et pédagogiques, défaut d'en-

cadrement parental et autres frustrations, etc.). Leurs besoins essentiels se focalisent sur l'acquisition des fournitures scolaires, l'obtention d'un soutien psychosocial ainsi que des programmes d'éducation adaptés à leurs besoins spécifiques. Le Cameroun étant l'un des pays à avoir ratifié les instruments juridiques interna-

tionaux tel que la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Pacte international relatif aux droits économiques et culturels, la Conventions relatives aux droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, la convention de l'UNESCO relative à la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et bien d'autres, est obligé de prendre des mesures pour garantir le droit à l'éducation pour tous sans aucune forme de discrimination, y compris assurer l'éducation des enfants réfugiés et déplacés internes. Le CEFAN a donc saisi l'occasion de plaider pour le respect des engagements pris par le Cameroun à l'international qui est de porter à 20% la part du budget national réservée au secteur de l'éducation.

ZONES EN CRISE

Ces menaces qui plombent le secteur éducatif

Depuis près d'une dizaine d'années, le Cameroun fait face à des crises qui plombent l'éducation. Insécurité et catastrophes humanitaires privent des centaines de milliers d'enfants d'accès à une éducation de qualité, mettant ainsi en péril l'avenir même de la Nation. Des défis que les autorités gouvernementales n'arrivent toujours pas à relever.

Par Claude Charly Fonkem

En cette année où la Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE) consacre son thème à l'éducation en situation d'urgence, le Cameroun est concerné au premier chef. Du Sud-Ouest à l'Extrême-Nord, en passant par le Nord-Ouest et l'Est, le pays fait face à des situations qui mettent à mal l'éducation de millions d'enfants et de jeunes. Ces crises entraînent la fermeture ou la destruction d'écoles, des déplacements de populations, et une diminution de la fréquentation scolaire, privant des milliers d'enfants d'un accès à une éducation sûre et de qualité. Ces contraintes entraînent un

environnement humanitaire qui dégrade les indicateurs de l'éducation. Les menaces sont d'abord d'ordre sécuritaire. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, où les réclamations sécessionnistes ont abouti à des situations d'insécurité ; mais aussi dans l'Extrême-Nord où la secte islamique Boko Haram continue de sévir. Même si les exactions et les attaques sont sporadiques, les conséquences sont lourdes. Ces trois régions font aujourd'hui partie de celles où l'on enregistre les taux de scolarisation les plus faibles du Cameroun. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par exemple, les taux d'accès à l'école primaire se situent respectivement à

environ 15,8% et 47,4%, alors qu'au plan national, il est de 128%. Les mêmes régions enregistrent environ 13,9% et 41,1% pour ce qui est du taux de scolarisation. Il faut dire que cette situation n'est pas représentative des dites régions, mais elle reflète essentiellement la situation dans les écoles qui ont pu fonctionner. A côté de cette question d'insécurité, il y a des aléas liés aux catastrophes naturelles, notamment dans l'Extrême-Nord. Régulièrement en proie à des inondations, la région enregistre des niveaux élevés de catastrophe humanitaire. En septembre par exemple, la veille de la rentrée scolaire 2024-2025, l'UNICEF s'inquiétait du risque pour 74 000 enfants de ne pouvoir pren-



dre le chemin de l'école. « Au 28 août, 158 620 personnes (18 970 ménages) étaient déjà gravement touchées.

Les inondations ont fait sept morts et huit blessés (...) Au 2 septembre, 194 écoles étaient inondées, rendant

impossible la rentrée scolaire pour plus de 74 000 enfants », indiquait alors l'UNICEF en 2024.

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

L'Etat camerounais toujours à la traîne

Avec à peine 3% du PIB consenti pour la dépense dans le secteur éducatif, et moins de 20% du budget consacré à l'éducation, le Cameroun présente encore un piètre visage en ce qui concerne l'atteinte de l'ODD4.

Par Alain Noah Awana

Au Cameroun, le secteur de l'éducation continue d'être un des parents pauvres en termes de financements. Le pays est encore en-deçà du niveau des standards internationaux érigés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). Et les données les plus récentes viennent étayer ce constat, qui n'est pas des plus plaisants à faire. Dans son Rapport d'analyse de l'annuaire statistique 2021-2022 du secteur de l'éducation et de la formation au Cameroun, l'Institut Na-

tional de la Statistique (INS) renseigne que seulement 926 milliards de FCFA ont été consentis par l'Etat du Cameroun à la dépense intérieure de l'éducation durant l'année 2022. L'INS précise par ailleurs que la part du secteur de l'éducation dans le budget global cette année-là a représenté 3,3% du PIB national, contre les standards de l'UNESCO qui la souhaitent à au moins 6%. Toujours dans le même sillage, la part allouée à l'éducation et à la formation représentait à peine 18% du budget de l'Etat en 2022. Encore loin des 20% préconisés par les



prescriptions onusiennes. Encore que la tendance est à la baisse continue pour cette allocation budgétaire. Il faudrait noter en plus qu'il s'agit-là de cinq départements ministériels (MINDE-

DUB, MINESESEC, MINESUP, MINEFOP et MINJEC). Les statistiques seraient donc encore plus maigres s'il fallait ne considérer que le MINEDUB et le MINESEC. Du fait de cette insuffisance

des financements publics, les défis du Cameroun en matière d'éducation restent donc nombreux pour soutenir son développement. Mais, surtout pour atteindre l'Objectif de Dévelop-

pement Durable 4 (ODD4) qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Les parents-pauvres de l'éducation

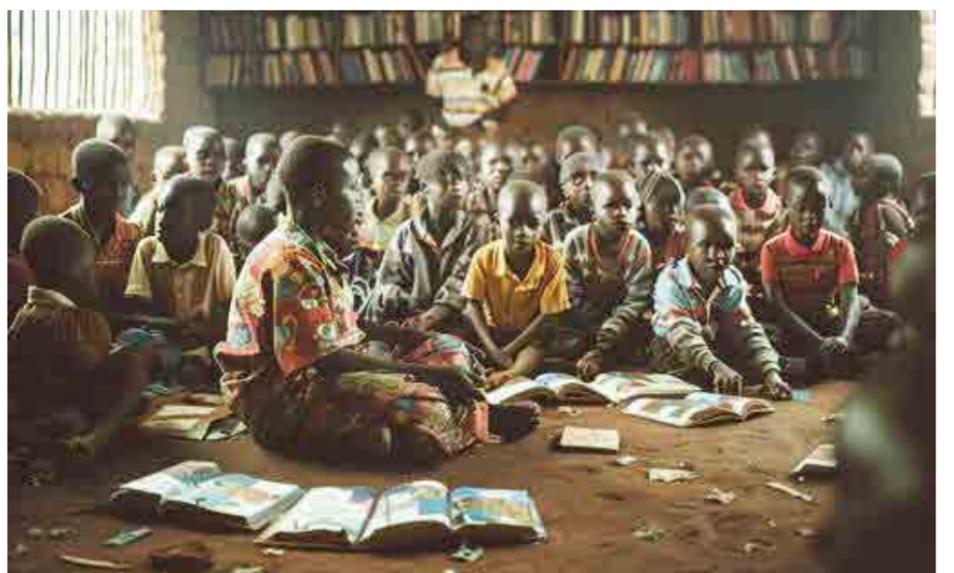
Malgré la prolifération des établissements scolaires créés, les investissements ne suivent pas, notamment en termes d'infrastructures d'accueil et de conditions d'apprentissage des élèves.

Par C.C.F

Le déficit d'infrastructures scolaires au Cameroun est criard. Souvent indexés du doigt par les populations qui en pâtissent, les pouvoirs publics renvoient la balle en se gargarisant du nombre d'établissements créés à travers le triangle national. Mais, têtus, les chiffres officiels mettent en déroute ce discours de vitalité que le gouvernement a tendance à tenir, car au-delà des établissements « existants », il faut bien des infrastructures adéquates pour accueillir les plus de 8 millions d'élèves

que le pays compte. L'Institut National de la Statistique (INS) donne à ce propos des informations très intéressantes. Tenez par exemple, dans le préscolaire, sur un total de 12 468 établissements existants, l'on ne comptait que 24 643 salles de classe, soit une moyenne globale de deux salles de classe par établissement. Il convient de noter qu'un peu plus de 21 400 de ces salles de classe étaient construites en dur. Dans certaines zones, la déficience est encore plus criarde. Dans le primaire, le Cameroun comptabilisait 22 074 établissements scolaires en 2022, pour 113 016 salles

de classe, et avec seulement 95 832 de ces infrastructures construites en dur. Toujours dans le domaine des infrastructures, la situation n'est pas plus reluisante en ce qui concerne le mobilier. Notamment pour l'enseignement primaire public qui totalisait 37 238 chaises destinées aux enseignants et élèves, pour un total de plus de 2,6 millions de places. Le calcul est rapidement fait : deux élèves occupaient une place. Dans certaines régions du pays, ce ratio montait à trois élèves par place. De quoi ne pas faciliter les conditions d'apprentissage idoines.



EDUCATION INCLUSIVE

Quand l'exclusion persiste

Avec l'aide de la société civile et des partenaires multilatéraux, le Cameroun s'est engagé à rendre l'éducation accessible pour tous les enfants, surtout pour ceux qui présentent des handicaps. Des actions qui, malheureusement, se présentent comme des coups d'épée dans l'eau, tant les résultats obtenus sont dans une proportion congrue.

Par Alain Noah Awana

Assiste-t-on à des avancées en matière d'éducation inclusive au Cameroun ? Nul ne saurait répondre avec exactitude à cette question pourtant primordiale. Toujours est-il que la promotion de l'éducation inclusive est un sujet qui préoccupe l'ensemble des acteurs du secteur.

Depuis quelques années, les autorités gouvernementales ont pris des décisions dans le sens d'améliorer la situation. En plus de la Loi n°98/004 du 14 avril 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun, qui prévoit la mise en place d'un système éducatif prenant en compte les besoins des élèves vivant avec un handicap, le



gouvernement a adopté une politique nationale de l'éducation inclusive. Travaillant avec les autorités gouvernementales, des organisations de la société

civile et des organismes internationaux multiplient diverses actions concrètes et efficaces. Résultat : de nombreuses écoles primaires et plusieurs étab-

lissements secondaires mettent en place des mécanismes permettant d'accueillir des apprenants qui présentent des handicaps.

Cependant, cela ne semble pas encore être satisfaisant. Les défis persistants sont nombreux. Souvent mal équipées pour accueillir les élèves vivant avec un handicap, les établissements scolaires du Cameroun sont aussi très mal fournis en termes d'enseignants

qualifiés pour l'encadrement de ces apprenants. L'inclusion de l'éducation dans le pays souffre aussi de stéréotypes et de préjugés, ce qui rend encore plus difficile l'intégration des jeunes élèves vivant avec un handicap dans leur environnement scolaire.



APPROCHE GENRE

Des avancées...à reculons

Dans le système éducatif camerounais, la marginalisation de la jeune fille est toujours aussi prégnante. Les disparités entre les régions sont nombreuses. Et malgré l'appui de la société civile et des partenaires au développement, les pouvoirs publics tardent à implémenter une véritable politique pour pallier cette défaillance.

Par Sonia Lemdzou

Selon le genre, les garçons sont un peu plus scolarisés au primaire que les filles. L'indice de parité au niveau national donne 9 filles scolarisées pour 10 garçons, indépendamment de la demande potentielle. Les régions de l'Adamaoua et du Nord scolarisent un tiers des enfants en plus de ce qui est attendu et affichent une parité de 8 filles pour 10 garçons dans les salles de classe. Pour ce qui est du taux d'achèvement selon le genre, on observe qu'en moyenne, 9 filles pour 10 garçons achèvent le cycle primaire.

La marginalisation des jeunes filles dans le système éducatif est encore plus aggravée

dans le Septentrion qui regroupe les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Dans cette partie du Cameroun, l'un des premiers freins à la scolarisation des filles découle des stéréotypes culturels, avec des communautés au sein desquelles les normes et les croyances très enracinées influencent la perception et la valorisation de leur éducation.

Autre élément qui favorise la sous-scolarisation des jeunes filles : le faible pouvoir d'achat des ménages. Indicateur clé de la pauvreté dans la région, la précarité financière des ménages affecte leur capacité à couvrir les besoins essentiels tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, et l'habillement. Les fa-



milles, très souvent, sont obligées de faire des choix en défaveur de la jeune fille, sous le prétexte que les garçons sont plus à même de porter les besoins familiaux plus tard.

Des initiatives notables sont prises. On peut citer la ratification par

les pouvoirs publics de plusieurs conventions internationales, telles que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la mise en œuvre de la gratuité de l'école pri-

maire publique. A ces efforts qui restent très insuffisants pour atteindre les objectifs, des projets spécifiques ont été mis en œuvre pour améliorer la scolarisation des filles, tels que le Projet PAM, l'initiative de l'UNICEF, et le Projet de la Banque Mondiale, qui visent à fournir des

ressources éducatives et à améliorer les infrastructures scolaires.

Quoi qu'il en soit, il est impératif de mettre les bouchées doubles, pour améliorer la situation. Les impacts de la sous-scolarisation des filles étant nombreux. Sur le plan politique, la sous-scolarisation dont elles sont victimes contribue à leur faible représentation dans les structures décisionnaires. Sur le plan économique, les filles sous-scolarisées sont susceptibles de vivre dans la pauvreté, les activités génératrices de revenus à leur portée n'étant pas rémunérées à leur juste valeur. Enfin, sur le plan social, les filles sous-scolarisées ont des difficultés en termes de développement personnel et professionnel.

RIGHT TO THE RIGHT EDUCATION

A collective response in the North West

The Cameroon Education For All Network, CEFAN, organized a one-day workshop seminar in Bamenda, capital North West region of Cameroon, on Friday 30th May 2025.

By Jeff Ngawe, CEFAN NW
Communication and Propa-
ganda Secretariat

The aim was to establish a forum for a Sensitization on a campaign on the right to education of Internally Displaced Persons and victims of the Anglophone Crises in the North West Region; with slogan: "The Right to the right Education. The Focus Group Discussion which was coordinated by the Focal point for CEFAN NW, Mr Semma valentine, brought together 14 men and 11 women, drawn from different fields of life, but a bias for the common trade operators and local



community opinion leaders. After the welcome word a paper was presented by the resource person on the topic: Education Challenges for IDPs and victims of the crises in the North West Region: a collec-

tive concern and call for action. Drawing from practical realities observed on ground, the psychological, socio-economic, educational, health and security challenges were x-rayed. At the end of it all, the picture

painted was one of diversity in the challenges, calling then for a concerted action to support the most vulnerable. Participants were constituted into three groups to brainstorm for over an hour. The

work was presented in plenary. The reflections were guided as follows. For strategies to raise awareness: use public media space (radio/flyers); use local meetings in quarters; include in local announcements in church; council authorities should make it part of their communication topic; visits to cultural events; peer education/advocacy/empathy. About strategies to up-scale educational opportunities: increase budget for education financing to cover basic needs of the IDPs; ex-students/professionals should identify needs and offer them to the needy through

the schools; creation of foundations to support the educational needs of the victims; avoid political slogans on school related issues ; offering opportunity for talent exhibition for IDPs and victims identified ; and make education completely free! It was with deep emotions that some participants shared the experiences they had witnessed and stated that the problem was deeper and needed greater attention. The girl child was seen as most vulnerable as she ends up being victim of circumstances, used to satisfy sexual urges, used for rituals to get charms etc.

EDUCATION INCLUSIVE

Les enfants vivant avec un handicap délaissés dans le Centre

C'est le principal constat fait par la coordination du CEFAN pour la région siège des institutions du Cameroun. Elle découle d'une étude menée l'année dernière, sur la situation des enfants vivant avec un handicap en milieu scolaire dans cette partie du Cameroun. Les recommandations à l'égard des autorités camerounaises sont nombreuses.

Par François Nkeumi, CR
CEFAN Centre

C'est au cours d'un atelier tenu à Mbalamy le 30 avril 2025 que les résultats de l'étude ont été présentés. Effectuée sous l'égide de la coordination régionale de Cameroon Education For All Network (CEFAN) pour le Centre, l'enquête révèle clairement que, dans cette partie du Cameroun, l'on est toujours bien loin de l'effectivité d'une éducation inclusive. Intitulée « Situation des Enfants Vivants avec un Handicap (EVH) en milieu scolaire dans la région du Centre », l'étude conclut principalement que le gouvernement camerounais doit, entre autres, et ceci dans le cadre de la décentralisation, mettre sur pied un vaste programme d'infrastructures scolaires adaptées à toutes les couches et catégories sociales. Les équipes du CEFAN-Centre soulignent aussi la nécessité de financer, et surtout de subventionner, la formation des enseignants spécialisés pour faciliter l'accès à l'école à de nombreux enfants vivant avec un handicap qui ne vont pas toujours à l'école. Pour parvenir à ces conclusions, les équipes du CEFAN

pour la région du Centre ont parcouru cinq départements. Et ce qu'elles ont récolté comme informations ne peut réjouir. En plus du fait que les EVH sont dans le besoin en matière d'encadrement et, partant d'éducation dans la région, il est observé que la politique nationale de l'éducation inclusive du Cameroun n'est pas actualisée, ni adaptée au contexte. Par ailleurs, il y a un déficit criard d'enseignants spécialisés dans les écoles du Centre. Une situation d'autant plus aggravée que le gouvernement ne s'assure pas de leur présence dans une école avant de la « transformer » en « école spécialisée ».

Recommandations au gouvernement

A cela, il faut ajouter le peu de fédération des forces vives de la communauté éducative. Une insuffisance qui les empêche d'apporter leurs appuis à ces enfants et, partant, des écoles dites « inclusives ». Le CEFAN-Centre a également fait le constat selon lequel, bien que plusieurs communes accompagnent les enfants en situation de handicap ou d'autres groupes vulnérables, nombreuses sont celles qui n'ont pas un répertoire pour les

EVH. Autant de choses qui font dire à l'étude que les enfants vivant avec un handicap « sont principalement les laissés pour compte en matière de scolarisation dans la région du Centre ». Raison pour laquelle, sur la base de cette étude, et des échanges lors de l'atelier de restitution, une dizaine de recommandations a été faite. Essentiellement destinées à l'Etat du Cameroun, ces exhortations invitent à entreprendre des actions, tant au niveau local que national, en faveur de cette catégorie d'enfants ayant des besoins spéciaux. Il est aussi suggéré d'établir un répertoire national de cette catégorie d'enfants, et de former suffisamment d'éducateurs spécialisés pour ces différentes catégories de handicap dont souffrent ces enfants. Tout comme il faut doter toutes les structures qui encadrent les EVH en matériels adaptés aux types de handicap des enfants qu'elles encadrent. Parmi les autres recommandations, on parle : d'organiser des campagnes nationales d'information et/ou accompagner les structures et organisations qui travaillent sur cette problématique ; de profiter de la célébration des différentes journées mondiales consacrées à ces EVH



et autres PVH pour montrer que l'Etat est préoccupé par la question ; de sensibiliser les parents et partant les familles afin qu'elles acceptent de « montrer » au grand jour ; à savoir de s'occuper de la prise en charge de leurs enfants vivant avec un ou plusieurs handicaps. Tout comme il est recommandé d'encourager les structures et autres organismes privés à s'occuper de cette catégorie d'enfants. Et, enfin, d'expérimenter l'éducation dite inclusive dans les écoles privées laïques et confessionnelles du Centre, voire du Cameroun.

Des propositions à la Coordination nationale

Il est à souligner qu'à l'issue de l'atelier, la Coordination régionale du CEFAN pour le Centre fait propositions à cette coalition d'organisations de la société civile dans le sens de trouver des partenaires afin de renforcer les capacités des enseignants en les spécialisant dans l'encadrement des élèves vivant avec un handicap ; de plaider afin qu'on dote chaque école dite inclusive de tous les matériels et équipements nécessaires et adéquats à cette catégorie d'enfants ; de sensibiliser les parents ainsi que les familles des zones rurales et urbaines sur la nécessité d'envoyer leurs enfants, filles et garçons à

l'école ; particulièrement les EVH qu'ils gardent à la maison et dans les villages ; d'organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles afin qu'elles acceptent les EVH en leur sein ; de sensibiliser les élèves dans toutes les écoles afin de lutter contre les discriminations et autres stigmatisations dont sont victimes les EVH ; de faire des plaidoyers en direction des collectivités territoriales décentralisées pour un partenariat avec le CEFAN ; et de faire des plaidoyers en direction de ces CTD pour une collaboration dans le cadre de l'établissement d'un répertoire des EVH et autres PVH de leurs communes.

ANNONCE

Les grands axes opérationnels du Cefan

★ Renforcement des capacités

A travers des activités de formation, d'information et d'éducation, le Cefan entend doter les OSC des aptitudes et des dispositions pour le suivi des politiques publiques de l'éducation; la gestion des programmes et projets.

With regards to training, information and education, Cefan intends to offer to CSO certain abilities and guidelines to follow in the public education policies; the management of programs and projects.

★ Développement des partenariats

Afin d'accroître l'impact de ses actions et ceux de ses membres, le Cefan entend promouvoir le développement des partenariats entre ses membres, avec les pouvoirs publics et les organisations internationales.

★ Developing partnerships

In order to feel the impact of her actions and that of its members, Cefan wishes to promote the development of partnerships between its members, inline with the general public and international organizations.

★ Plaidoyer

La défense et la protection du droit à l'Education pour tous est la vocation première du Cefan. Afin d'apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs fixés par les Nations Unies à Dakar en 2000 et à Incheon en 2015, elle entend mener un plaidoyer en tout lieu et en tout temps pour une Education pour tous.

★ Advocacy

The defense and protection of the right to education for all is the primary vocation of Cefan. In order to bring her contribution to attain certain define objectives put in place by United Nations at Dakar in 2000 and in Incheon in 2015, she intend to defend at all times and place the Education of each and everyone.

Adhésion au Cefan

Toute OSC œuvrant dans le secteur de l'éducation peut adhérer au Cefan. Les conditions d'adhésion sont fixées par règlement intérieur.

Any CSO working in the sector of education can adhere to Cefan. The conditions of membership are fixed by internal rules and regulations.

Frais d'adhésion / *adhesion fees*: 15 000 Fcfa

Les partenaires du Cefan

- OXFAM-Danemark
- GIZ
- Unesco
- PLAN International Cameroun
- Campagne Mondiale pour l'Education (CME)
- African Network Campaign on Education For All (ANCEFA)
- Consultation Collective des ONG sur l'Education Pour Tous (CCONG-EPT)
- Partenaires institutionnels: Tous les Ministères en charge de l'éducation au Cameroun
- Membre du Groupe Local des Partenaires de l'Education (GLPE)
- Réseau de lutte contre la marchandisation et la privatisation de l'éducation
- Coalition éducation



Pour l'épanouissement de toutes et de tous par le biais de l'Education

For the blooming of all by the means of Education

Cameroon Education For All Network (CEFAN)

Siège Social: Yaoundé-Cameroun
Face Château Camp-Tunisien, Entrée Bocom AHALA

B.P : 14 328 Yaoundé – Cameroun

E-mail : cefan2015@gmail.com

Tél : (00 237) 656 85 3709 / 675 22 50 69

Site web: www. Cefan-coalition.org

Genèse du Cefan

Dans le cadre de la recherche des voies et moyens pour améliorer leurs performances sur le terrain, des Organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans le l'Education ont mis en place le 29 juin 2005 à Yaoundé, un groupe de travail (Task Force). Celui-ci avait entre autre mission de :

- Identifier les OSC qui travaillent dans tous les secteurs de l'Education formelle, non formelle et informelle ;
- Mettre en place des conditions pour la création d'une coalition des OSC œuvrant dans l'Education ;
- Préparer et convoquer une assemblée générale des OSC de l'Education.

A la suite de ce travail, la "Cameroon Education For All Network" en abrégé CEFAN, coalition des OSC œuvrant dans le secteur de l'Education, verra le jour le 21 Octobre 2005 au cours d'une assemblée constitutive à laquelle ont participé plus de soixante OSC venues de tous les coins du Cameroun.

History of Cefan

Cefan is a network made of Organizations of the civil society working in the sector of education. It was created on October 21, 2005 during a concertation meeting of more than sixty CSOs from all over Cameroon. And it was the result of a meeting held on June 29, 2005 in Yaoundé during which a working group (Task force) was set up with the major Education CSOs organisations. The mission of the Task Force was:

- to identify the CSOs working in all domains of formal and non formal education;*
- to produce various texts of the coalition while taking into consideration the various good and unhappy experiences;*
- to prepare and convene a general assembly of the CSOs in education*

Statut du Cefan: Le CEFAN est une ONG de droit camerounais suivant l'ARRETE N° 000007/A/MINAT/SG/DAP/SDLP/SONG/BA du 14 février 2024

Finalité : contribuer à l'épanouissement de la société camerounaise par le biais de l'éducation.

Goal: *Contribute to the development of the Cameroonian society by the means of education.*

Objectifs du Cefan

- Créer un cadre d'échanges et de collaboration pour coordonner les actions des ONG/association membres dans la recherche des solutions aux problèmes de l'éducation;
- Participer à toutes les étapes du processus éducatif au Cameroun ;
- Promouvoir l'Education intégratrice ;
- Evaluer les insuffisances du système éducatif, proposer des mesures correctives et rendre position contre toutes les politiques dont l'application est contraire aux idéaux de l'Education de qualité pour tous;
- Influencer sur les politiques éducatives pour l'accès à une éducation de qualité pour tous au Cameroun;
- Œuvrer à une synergie d'action avec d'autres réseaux de la société civile poursuivant les mêmes objectifs tant au niveau national qu'international;
- Développer l'échange d'expertise et l'assistance technique entre ses membres afin de renforcer leur professionnalisme;
- Collecter et diffuser toute information utile entre ses membres et apporter au besoin un appui pour leur formation;
- Capitaliser et diffuser les expériences porteuses de ses membres;
- Rechercher les ressources pour appuyer les programmes du réseau
- Renforcer le partenariat avec l'Etat et l'ensemble des partenaires au développement;
- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'actions concertés;
- Contribuer à la satisfaction des besoins éducatifs des jeunes et des adultes afin d'améliorer les niveaux d'alphabétisation;

Objectives of Cefan

- *To create a framework of exchanges and collaboration in order to coordinate the actions of the members in the search of solutions to the problems of education;*
- *To take part in all the stages of the educational process in Cameroon;*
- *To promote inclusive education;*
- *To evaluate the insufficiencies of the educational system, to put forward other measures and opinions as to stand against all the policies whose applications contrary to the ideals of the education of quality for all;*
- *To influence the educational policies for quality access for education for all in Cameroon;*
- *To work in synergy with other network of the civil society pursuing the same goals at national and international levels;*

- *To develop an exchange expertise and technical assistance between its members to reinforce their professionalism;*
- *To collect and disseminate useful information between its members that contribute to their needs and their training;*
- *To capitalize and disseminate good practices of its members;*
- *To seek resources for the programs of the network;*
- *To reinforce partnership with the state and other development partners;*
- *To work out and implement action plans concerted;*
- *To contribute satisfactorily to the educational needs of the young people and adults, in order to improve the levels of illiteracy.*

Les Organes du Cefan | Cefan's Organs

- ▶ l'Assemblée Générale | *The general meeting*
- ▶ le Conseil d'Administration | *The Board*
- ▶ le Secrétariat Exécutive | *The Executive Secretariat*
- ▶ les Coordinations régionales | *Regional Coordinations*

Le Conseil d'Administration du Cefan(2024-2026)

Président.e: ETOBE Marie Noëlle (FEMINA/Yaoundé)

Vice-président.: Shufai* NDZELEN Benjamin (PEW/Buéa)

Conseiller Général : MBASSI Thobie (FECASE/Yaoundé)

Membres :

KAFFO Roger (SNAES/Bafoussam)

AROGA Désiré (DEI-Cameroun/Yaoundé)

BIHINA Philomène (RECAMEF/Yaoundé)

AMANA Céline (CSP-Est/Bertoua)

SANGON Bienvenu (LESDA/Ngaoundéré)

TOMOH Joseph (Teacher/Yaoundé)

Les Groupes Thématiques

- 1) Education de Qualité et Condition de l'Enseignant
- 2) Education Inclusive, Genre et Petite Enfance
- 3) Education en Situation d'Urgence
- 4) Alphabétisation et Education Non formelle
- 5) Education à la Citoyenneté et au Développement Durable
- 6) Gouvernance et Financement de l'Education